

COLLECTIVITÉS

## Les nouveaux défis des maires

LAISNE L'Union des maires se réunit ce jour à Chamouille. Présentation.

**L**e Center Parc de l'Ailette accueille ce jour la journée de l'Union des maires de l'Aisne. Son président, Antoine Lefèvre, détaille les sujets.

Ce vendredi, sera proposé un atelier sur la prévention de la radicalisation. C'était une demande des maires ?

Au lendemain des attentats, le préfet avait réuni l'ensemble des maires. Au-delà de la solidarité, c'étaient les maires en tant qu'officiers de police judiciaire qui étaient appelés à la rescousse. Les maires des villes comme ceux des champs ont été sensibilisés aux nouvelles problématiques en matière de sécurité.

Vous sentez les maires dominés ?

Oui. En tout cas, ils s'interrogent. Les maires veulent toujours faire bien et

ne pas être pris en faute. Pour être efficace contre la radicalisation, il faut se former et s'informer. Le maire de la petite commune peut se dire « Je ne suis pas concerné ».

*"Il s'agit de reconnaître les signes de radicalisation et de savoir comment les prévenir, sans tomber dans la psychose ou la paranoïa"*

Antoine Lefèvre

Pourtant, quand la radicalisation arrive, ça n'est plus dans une cave d'immeuble ou une mosquée. C'est quelqu'un, d'origine française, ou non, qui se radicalise tout seul derrière son ordinateur. Il s'agit de re-



Antoine Lefèvre ouvrira les débats ce vendredi matin. Jean-Marc Champagne

connaître les signes de radicalisation et de savoir comment les prévenir, sans tomber dans la psychose ou la paranoïa. En tant que législateur, avec d'autres sénateurs, j'ai cosigné une proposition de loi pour qu'on assure l'information des maires, dans un cadre sécurisé, sur les personnes fichées S. C'est bien pour le maire de le savoir. Il faut un partage de l'information.

Il y a un atelier sur la réforme du Fonds départemental de solidarité. Sujet très sensible ...

C'est souvent le poste budgétaire principal. S'il y a des nids de poule partout, en ville comme en campagne, c'est un peu gênant.

Une intervention de Xavier Bertrand est prévue. Les maires de l'Aisne attendent quel du président de la nouvelle grande Région ?

Pour un département rural comme l'Aisne, le message c'est « ne nous oubliez pas ». L'avantage que nous avons, c'est que nous connaissons bien Xavier Bertrand. Nous voulons lui redire que nous souhaitons une

politique des territoires pragmatique et qui prenne en compte la spécificité d'un département rural et dont le nombre de communes est important. On sort d'une période où le conseil régional nous a beaucoup sollicités pour faire des schémas en tous genres. Il faut moins de schémas, plus d'aides concrètes et des mesures faciles à mettre en œuvre, mais aussi, c'était un engagement de campagne, plus de présence à nos côtés dans les territoires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE RUBIN

L'Union

**VENDREDI**  
18 NOVEMBRE 2016

## LA SALADE LAONNOISE

Hier, des élus axonais de droite et du centre ont, à la veille du 1<sup>er</sup> tour de la primaire, lancé un appel commun à voter pour Alain Juppé. Surprise : parmi les signataires, on trouve, le sénateur-maire de Laon Antoine Lefèvre (LR) et l'élue d'opposition Aude Bono (UDI). Certes pas bras dessus, bras dessous, mais ensemble tout de même. Liste commune, cela fait bien longtemps que cela ne leur était pas arrivé !

## L'ACTUALITÉ EN FLASH



VILLERS-COTTERÊTS

### **Le maire FN explique les raisons d'une absence**

Franck Briffaut, maire Front national de Villers-Cotterêts, s'est expliqué hier sur son absence dans l'organigramme du conseil stratégique de campagne du FN pour l'élection présidentielle de 2017. Cette nouvelle instance, composée de 35 personnes, accueille Paul-Henry Hansen-Catta, conseiller régional des Hauts de-France, et ancien président des chasseurs de l'Aisne. « *J'ai d'autres missions. Je ne me suis pas porté volontaire. Mon plan de charge ne me permet pas de tout faire* », souligne le maire de Villers-Cotterêts. Il indique qu'il demeure conseiller de Marine Le Pen dans le domaine des transports et qu'il conserve son rôle de formateur des élus FN dans ce domaine. Du côté du siège national du FN, le service de presse soulignait que « *beaucoup de maires ne faisaient pas partie* » du conseil stratégique et « *qu'il ne s'agissait pas d'une mise à l'écart* » de Franck Briffaut.



POLITIQUE

# Le tout premier maire à parrainer Macron

SUD DE L'AISNE Le maire de Bruyères-sur-Fère est le premier à avoir promis son parrainage au candidat.

**O**n l'a vu dans l'émission C dans l'air, mercredi soir sur France 5. Fabien Fraeyman, le maire de Bruyères-sur-Fère, a été le premier à donner son parrainage à Emmanuel Macron dès l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle. L'exploitant agricole de 40 ans, un des plus jeunes maires du sud de l'Aisne, était venu spécialement à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, pour remettre en mains propres la précieuse promesse de parrainage.

*"Je suis un homme de droite mais je ne suis encarté nulle part"*

Fabien Fraeyman

C'est Jacques Krabal, soutien de première heure du candidat Macron et député de la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Aisne, qui lui a fait rencontrer l'ancien ministre de François Hollande lors de sa visite à Château-Thierry le 27 octobre dernier. Fabien Fraeyman explique sa démarche.

**Qu'est ce qui vous a décidé à soutenir Emmanuel Macron jusqu'à aller à son QG et lui donner votre promesse de parrainage ?**

J'ai 40 ans, je suis éleveur et céréalier. Ma famille est axonaise. J'ai voulu revenir ici après mes études pour développer mon exploitation et vivre ici. Je constate la désertification et l'appauvrissement des familles autour de mon village qui survivent souvent avec des indemnités. J'ai pu rencontrer Emmanuel Macron quand il est venu à Châ-



Fabien Fraeyman ne votera pour aucun candidat à la primaire de la droite et du centre.

teau-Thierry. Il est conscient de la révolution économique et numérique en cours, il est jeune, dans la modernité, au-dessus des clivages. Son discours me parle et me touche. C'est un discours de bon sens. Un discours orienté vers le travail. J'ai tout de suite accroché. C'était important qu'il puisse être candidat à l'élection présidentielle de 2017.

**Êtes-vous engagé politiquement ?**

Je suis un homme de droite, mais je ne suis encarté nulle part. Je n'ai pas pour habitude de faire de la politique dans ma commune et je ne soutiens pas particulièrement

le député Krabal. Ce qui me plaît c'est qu'Emmanuel Macron fait bouger les lignes à gauche et il oblige la droite à assumer ses choix. Et puis, il était impensable pour moi de soutenir un candidat retraité et septuagénaire ou un ancien président qui a été battu ! Emmanuel Macron est de ma génération. Il représente le renouveau.

**Croyez-vous en ses chances ?**

Il faut attendre qu'il dévoile son projet détaillé. Pour le moment, il écoute beaucoup et il se sert de son expérience pour faire des propositions pragmatiques et de bon sens. ■ Recueil par PASCAL FROIDFOND

## MUNICIPALES

# Les candidats peuvent s'inscrire jusqu'à ce soir

### LAVERSINE

Depuis ce lundi, des candidats peuvent se manifester pour remplacer le conseil municipal démissionnaire de Laversine (notre édition du 16 novembre). La petite commune de 168 habitants située dans le triangle Soissons / Vic-sur-Aisne / Villers-Cotterêts se retrouve en effet sans élu depuis le 19 septembre sans que l'ex-maire, Pierre Cottin, ait fourni de raisons à sa décision. Solidaire, l'ensemble du conseil municipal avait démissionné en même temps que l'édile du village. Les éventuels candidats pour une nouvelle élection municipale, dont la date reste à déterminer, doivent déposer leur dossier en sous-préfecture aujourd'hui, avant 17 h 30. Pour ce faire, il faut que ces préten-

dants se munissent d'une attestation d'inscription sur la liste électorale de Laversine. Un document qu'ils devront obtenir à la mairie. Certains anciens élus, à l'instar de l'ex premier adjoint Jean-Pierre Pourteyron, ont tenté toute cette semaine de former des listes. « J'ai pris quelques contacts dans le village, mais même si je me présente, je reste solidaire avec le maire », indiquait Jean-Pierre Pourteyron, lundi soir. Si le nombre de candidats requis n'est pas atteint, le village sera placé sous la tutelle de la préfecture durant deux mois. Après cette période, l'État décidera de convoquer un nouveau scrutin qui devra impérativement se tenir, sous peine d'une mise sous tutelle définitive. ■

H.M.

## POLITIQUE

# Le budget de la ville déjà en débat

**VILLERS-COTTERÊTS** Le vote du budget est habituellement voté dans l'année tôt dans la commune cotterézienne. Mercredi soir, le budget 2017 était donc déjà à l'ordre du jour du conseil municipal, sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires.

### « PEU DE PROJETS SONT PRÉVUS EN 2017 »

« Ce rapport s'inscrit dans un contexte général qui pèse de plus en plus lourdement sur les territoires, les populations et les collectivités, lit-on dans le document. Il est réalisé à partir des éléments connus au jour de sa rédaction. » En effet, les montants des dotations d'État, notamment la Dotation de solidarité urbaine (DSU), ne sont pas encore tous connus. Selon les premières informations dont la ville dispose, le montant de la DSU serait en baisse. Celui de la Dotation générale de fonctionnement (DGF) pose aussi question. Autre reproche que la Ville fait à l'État dans son rap-



Le conseil municipal de Villers-Cotterêts s'est réuni mercredi soir.

port : « Les transferts de compétences de l'État vers les collectivités ne sont pas intégralement compensés et, au contraire, pèsent plus chaque année

sur les budgets des collectivités ». Le camp des élus d'opposition de Jean-Claude Pruski (PS) critique violemment ces orientations. Ils reprochent au maire de « dramatiser la situation » liée au contexte national. « Quand on regarde dans la partie investissements, on remarque que peu de projets sont prévus en 2017. Il y a beaucoup d'études, souvent des réétudes. »

Le chef de file de l'opposition de gauche entend par là de nouvelles études de projets qui avaient été dessinés sous son mandat. En aparté, Jean-Claude Pruski précise que les finances de la ville sont bonnes, « grâce à notre bonne gestion sous notre mandat ». Un élément qui devrait selon lui entraîner plus d'investissements, réaliser plus de projets. Un autre débat violent a eu lieu, cette fois sur le problème des pavés et bordures dégradés (voir notre édition de lundi). Plus de détails dans une prochaine édition. ■ ANAÏS GERBAUD



Comme lors du premier débat, les affaires ont fourni le temps fort de cet échange entre les sept candidats, diffusé sur France 2 et Europe 1. AFP

## Les sept candidats à la primaire de la droite et du centre se sont retrouvés hier soir pour un ultime débat télévisé, décisif à trois jours d'un premier tour incertain.

**S**ur le plateau de France 2 hier soir, ont pris place côte à côte, Jean-François Copé, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-Frédéric Poisson, François Fillon et Bruno Le Maire. Ils ont livré un débat terne et technique et laissé paraître de menues divergences sur l'Europe et la Syrie. Cet ultime débat télévisé de la primaire de la droite n'a pas livré toutes ses promesses, la crispation prédominant à trois jours du premier tour.

Comme lors du premier débat, les affaires ont fourni le temps fort de l'échange. Visiblement ulcéré, Nicolas Sarkozy s'en est pris au journaliste David Pujadas qui l'interrogeait sur les accusations de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine sur un possible financement libyen de la campagne présidentielle de 2007.

« Quelle indignité ! (...) Vous n'avez pas honte de donner écho à un homme qui a jéré de la prison, qui a été condamné à d'innombrables reprises pour diffamation et qui est un menteur ? Ce n'est pas l'idée que je me faisais du service public. C'est une honte », a répliqué l'ancien président. Après ses déclarations au site Mediapart, M. Takieddine a

« confirmé » devant les enquêteurs avoir remis des valises d'espèces à M. Sarkozy et son camp, sans toutefois pouvoir prouver que l'argent était destiné au financement de la campagne.

*Vous n'avez pas honte de donner écho à un homme qui a jéré de la prison*

Nicolas Sarkozy à propos de Takieddine. Autre signe de la nervosité ambiante : Bruno Le Maire a vivement répliqué à un trait du journaliste Jean-Pierre Elkabbach sur sa campagne en perte de vitesse : « Je suis candidat à la primaire, ça mérite tout simplement le respect de votre part ». Bruno Le Maire s'est également démarqué à propos de la candidature à l'Élysée d'Emmanuel Macron, prouvé à ses yeux de la nécessité d'un « renouveau » qu'il essaie d'incarner à droite. Emmanuel Macron est avant tout « un problème pour la gauche », a assuré Alain Juppé, dont l'électorat centriste pourrait pourtant être tenté par les propositions de l'ancien ministre. « On a fait vingt minutes dans le dernier débat sur

François Bayrou. Peut-être qu'on peut éviter de faire 20 minutes de débats sur Macron et passer à autre chose », a tenté d'abréger Nathalie Kosciusko-Morizet, attentive à n'épargner aucun de ses concurrents.

Pour le reste, le débat fut plutôt convenu, les thématiques s'égrenant les unes après les autres. Les candidats ont notamment débattu de l'avenir de l'Europe. De menues divergences sont apparues au sujet de l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche : François Fillon a jugé « ridicule » d'en tirer des « conséquences » pour la France, « l'em-t-il après l'élection ce qu'il avait annoncé ? C'est une

question que nous devrions nous poser en France aussi », a en revanche lancé Alain Juppé. « Quand on n'écoute pas les peuples, les peuples se vengent », a averti Bruno Le Maire, tandis que Jean-François Copé en a simplement profité pour attaquer une nouvelle fois le bilan Sarkozy-Fillon. Pour Jean-Frédéric Poisson, le scrutin américain montre que « les frontières, ça a du sens » et que « le choc migratoire doit être pris en compte ».

Les candidats ont également abordé le dossier syrien. « Bachar al-Assad ne représentera jamais à mes yeux - ou alors on n'est plus des humanistes - l'avenir de la Syrie », a réaffirmé Nicolas Sarkozy. ■

### 500 000 FONCTIONNAIRES EN MOINS POUR FILLON

Interrogé par son rival Alain Juppé sur sa proposition de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, le député de Paris justifie ce chiffre par l'augmentation du temps de travail des emplois publics. « Il faut réduire les emplois publics. Je propose donc le passage de 35 à 39 heures pour les 5,5 millions de fonctionnaires, cela permet de réduire de 500 000 le nombre d'emplois publics. J'estime que cette question est fondamentale. Si on veut en finir avec les 35 heures, il faut revenir aux 39 heures, même dans les emplois publics. »

## L'ÉCART SE RESSERRE DANS LE TRIO DE TÊTE

Il reste le troisième homme, mais François Fillon confirme sa percée dans les sondages, derrière le duo Alain Juppé-Nicolas Sarkozy, selon un sondage Ipsos Sopra Steria. Avec 36 % d'intentions de vote, le maire de Bordeaux perd 5 points en trois semaines auprès des personnes se disant certaines de voter à la primaire. À 22 %, François Fillon (+10) refait une partie de son retard par rapport à Nicolas Sarkozy (-1), en légère baisse à 29 %. Bruno Le Maire perd 4 points à 7 %, Nathalie Kosciusko-Morizet en perd 1 à 3 %, Jean-Frédéric Poisson gagne

1 point à 2 % et Jean-François Copé reste stable à 1 %. Au second tour, Alain Juppé l'emporterait nettement sur Nicolas Sarkozy, avec 57 % (-3) d'intentions de vote contre 43 % (+3).

Plus de trois électeurs sur quatre (77 %, +6) considèrent leur choix « définitif » pour le premier tour. Le potentiel de participation à la primaire est estimé à 7 % à 8 % du corps électoral. Ipsos souligne toutefois que « les électeurs surestiment systématiquement leur participation à ce scrutin ».



POLITIQUE

# À gauche on se positionne... ou pas

PICARDIE Les candidats PS aux législatives 2017 ne se bousculent pas au portillon.

**E**n 2012, les candidatures socialistes aux législatives avaient été animées dans la Somme. Pour 2017, on ne risquera pas la bousculade. Alors que les instances du PS ont ouvert lundi les candidatures jusqu'à ce vendredi soir, quelques noms sont déjà sortis du bois. Dans la première circonscription (Amiens-Abbeville), Pascale Boisnard, la députée devenue membre du gouvernement, postulera bien à nouveau, avec comme suppléant Pascal Demarthe, qui la remplace actuellement à l'Assemblée. Une information confirmée par le cabinet de la secrétaire d'État. Comme un fait exprès, le bureau national du PS a décidé de réserver cette circonscription à une femme. Dans la deuxième circonscription

(Amiens sud), « la situation est gelée » rappelle Philippe Casier, le secrétaire fédéral. L'attribution de ce secteur pris en 2012 par Barbara Pompili à Olivier Jardé (UDI), sera sans doute repoussée à 2017. L'ex-députée EELV est entrée elle aussi dans le gouvernement, remplacée à l'Assemblée par Romain Joron (PS). Là encore, les intentions de la sortante laissent peu de mystère. Dès avril 2016, Barbara Pompili nous avait annoncé vouloir se représenter. Dans la troisième circonscription (Vimeu), le sortant Jean-Claude Buisine nous a confirmé qu'il est candidat. Tout en s'attendant à ne pas être seul. « J'ai entendu parler d'un possible candidat signataire de la motion Benoît Hamon », glisse-t-il. La circonscription pourrait faire

l'objet de négociations entre partisans de gauche, le cas échéant. La question pourrait dépendre de la primaire de la gauche à la présidentielle.

Dans la quatrième (Ailly-sur-Noye-Corbie-Doullens), elle aussi réservée à une femme par le PS, Catherine Quignon, l'ancien maire de Montdidier, pouvait être présentée. Mais l'intéressée indique ne pas vouloir se présenter sur ce secteur détenu par Alain Gest (LR). « J'ai un parcours professionnel qui me bloque pour deux ans », explique celle qui est déjà conseillère départementale et municipale.

Dans la cinquième (Albert-Péronne-Roye), Benjamin Lucas fera acte de candidature. À 26 ans, le président national du Mouvement des jeunes socialistes se dit déjà motivé pour mener sa première bataille électorale sur son propre nom. « Je suis électeur à Amiens actuellement. Je le serai chez mes grands-parents à Aveluy, près d'Albert », prévoit Benjamin Lucas, pas plus effrayé que ça à l'idée de partir à l'assaut de la citadelle tenue par le maire d'Albert Stéphane Demilly (UDI). ■ **Gael Rivaillan**  
Les candidatures seront enregistrées auprès du Conseil national du PS jusqu'à ce vendredi soir. Les militants locaux voteront par circonscription pour leurs futurs représentants aux législatives les 8 et 9 décembre.



Le premier tour des législatives aura lieu le dimanche 11 juin 2017.

## DANS L'OISE, LE FLOU ABSOLU OU PRESQUE

« Comme on dit, ça ne se bouscule pas au portillon », lâche un militant. « C'est bien simple, on sait plus qui ne veut pas y aller de qui le veut ». Alors, qui sera candidat du PS aux législatives dans l'Oise ? Même Bertrand Brassens, annoncé comme probable partant sur la cinquième circonscription de Compiègne sud-est, n'est plus très sûr. « Je ne cours pas après. Je pourrais accepter de rendre service. Mais les conditions que je souhaite ne sont pas réunies », explique l'inspecteur général des finances, qui veut bien tout sauf laisser tomber sa carrière pour la politique. Seul nom à circuler sur la première de Beauvais nord-est et nord-ouest, Béatrice Lejeune, première secrétaire fédérale, ne souhaiterait pas non plus s'engager dans un scénario catastrophe. Alors que la porte semble bien ouverte pour voir émerger de nouvelles têtes, le maire PS de Talmontiers, Jacky Leborgne, s'y verrait bien dans la deuxième de Beauvais sud-ouest. Il pourrait être en concurrence avec Mehdi Rahoui, conseiller d'opposition à Beauvais, qui lui aussi n'a jamais été candidat. Tandis que sur la troisième de Creil-Méru, le maire de Creil Jean-Claude Villemain a mis en avant son jeune poulain et conseiller en communication Yohann Lucas, secrétaire de la section locale du PS. Mais le sortant Michel François ne serait pas prêt à céder la place qu'il occupe depuis... quatre mandats. Enfin sur la septième de Clermont-Creil et la quatrième de Senlis-Chantilly, réservées à des femmes, seul le nom de Valérie Menn, élue à Liancourt, circule pour l'instant. Sans certitude là non plus.

### RIEN NE BOUGE DANS L'AINES

Dans l'Aisne, la seule candidature officielle est celle du député PS sortant Jean-Louis Bricout qui espère se succéder dans la 3<sup>e</sup> circonscription (Bohain-Ribemont-Thiérache). Deux circonscriptions sont « gelées » par le PS, celles de Jacques Krabal (PRG) du côté de Château-Thierry et de la Chevenementiste Marie-Françoise Bechtel sur Chauny-Tergnier-Soissons. Jacques Krabal est officiellement un soutien d'Emmanuel Macron, ce qui pourrait irriter le PS. Député sortant apparenté au groupe socialiste pour la 1<sup>re</sup> circonscription de Laon, René Dosière devrait décider en janvier 2017 s'il repart. Quant à la 2<sup>e</sup> circonscription de Saint-Quentin trustée par la droite depuis quatorze ans, elle serait réservée à une femme socialiste. Mais les candidates ne se bousculent pas. La conseillère municipale d'opposition de Saint-Quentin, Carole Boilemont, est « en réflexion ».



POLITIQUE

## Une élue FN claque la porte

**AISNE** En marge des séances du conseil départemental de l'Aisne, des conciliabules feutrés étaient observés entre certains élus du Front national dès que leur chef de file avait le dos tourné. C'était le signe de certaines tensions internes au sein du FN axonais dirigé par Franck Briffaut.

**« ERREUR DE CASTING »  
SELON FRANCK BRIFFAUT**

Ces tensions prennent un autre tour, avec la démission officielle du FN de la conseillère départementale Marie-Christine Gilliot, 31 ans, élue en mars 2015 pour le canton de Vic-sur-Aisne. *« Ce n'est pas une question de ligne politique mais un désaccord profond et fondamental sur la gestion de la fédération et de l'équipe du conseil départemental »*, expose Marie-Christine Gilliot.

TRE03.



*« Ce n'est pas une question de ligne politique mais un désaccord profond sur la gestion de la fédération »*

Marie-Christine Gilliot

Dans son viseur, le chef de file Franck Briffaut, et pas seulement parce qu'il monopolise la parole publiquement. *« C'est une litanie de reproches sans fin. Franck Briffaut vit*

*dans le mythe qui est le sien »*, commente Marie-Christine Gilliot. Qui n'est pas plus tendre avec l'autre homme fort du FN, Paul-Henry Hansen-Catta, conseiller régional et membre de l'équipe de campagne présidentielle de Marine Le Pen. *« Les deux mènent une stratégie rachitique dans l'Aisne. Ils dirigent une équipe qui n'en est pas une. Les deux sont en concurrence. C'est Louis XIII et Richelieu, je les mets dos à dos »*.

Agacé, Franck Briffaut cingle : *« C'est une péripétie, une erreur de casting. La politique est un combat et non pas un amusement »*. La jeune élue quitte le FN mais continuera à siéger à Laon comme *« sans étiquette »*. Elle a demandé à changer de place dans l'hémicycle. La prochaine séance, lundi 21 novembre, lui donnera la réponse. ■ NICOLAS TOTET

LE DÉBAT DU JOUR

# Le paradoxe Macron

L'Amiénois Emmanuel Macron a annoncé mercredi matin à Bobigny, sa candidature à la présidentielle. Inconnu du grand public il y a encore deux ans, l'ancien banquier de 38 ans a atteint en un temps record une notoriété et un niveau d'organisation enviables : près de 100 000 adhérents structurés en plus de 1 700 comités locaux, plus de 2,7 millions d'euros de dons, une cinquantaine de parlementaires conquis, égrènent ses proches.

## LES RÉSULTATS DE NOTRE SONDAGE

Dans un sondage sur notre site Internet, nous vous demandions si vous-même pourriez voter pour Emmanuel Macron. Sur les 163 personnes ayant voté à ce sondage, 57 % ont répondu que « oui », elles pourraient voter pour lui au premier tour de l'élection présidentielle. 41 % des sondés ne se prononceraient pas en sa faveur dès le premier tour.

Au deuxième tour, 44 % des personnes ayant participé au sondage voteraient pour l'ancien ministre de l'Économie, 29 % contre. 11 % des sondés pourraient voter pour Emmanuel Macron en cas de duel contre un candidat d'extrême droite, 8 % se prononceraient en sa faveur en cas de duel contre un candidat de droite, 7 % en cas de duel contre un candidat de gauche.

Sur les réseaux sociaux, beaucoup ont réagi à la déclaration de l'homme politique amiénois. Et par rapport à notre sondage, c'est plutôt

partagé. « Enfin du nouveau », remarque Viviane. « Du nouveau ? », lui répond Roland. C'est un clone de Lecanuet (ndlr : sa candidature avait contribué à la mise en ballottage de de Gaulle en 1960. Il regrettera plus tard de ne pas avoir appelé à voter pour le général). Jean n'y croit pas : « S'il fait 1,5 %, ce sera déjà beau »

## DES AVIS PARTAGÉS

Pour Joannie : « Amiénois ou pas Ça reste un homme politique ». Philippe : « S'il y a bien quelqu'un à qui je ne ferais pas confiance, c'est à un banquier. Mon ennemi c'est la finance comme dirait l'autre ! »

Mad Pike, lui, estime que Macron est avant tout le candidat des médias :

« Faut dire que les mass media font sa pub. Toujours pas un article sur François Asselineau - Union populaire républicaine, bisous les journalistes »

On rappellera que le Courrier picard a publié un article sur Asselineau le 31 octobre dernier.

Dans cet océan de réactions négatives, un contrepoint : « Ce mec est super!!! vous vous trompez! C'était un camarade de classe à l'époque du collège et lycée! Et ma main à couper qu'il n'a pas été perverti par l'argent, qu'il est toujours aussi surprenant qu'à l'époque et que ce n'est pas son propre ego ou sa propre personne qu'il sert comme bien d'autres le font! »



TAFNA

# Hauts de France

## Campagne Welcome Home

La Région Hauts de France a fait de l'emploi sa priorité et l'attractivité du territoire un de ses leviers.

Dans ce cadre, le Conseil régional et ses partenaires, lancent une campagne destinée à attirer et accompagner les investisseurs britanniques ainsi que les chefs d'entreprises et leurs cadres dans l'installation de leurs activités en Hauts de France.

Voici ce que déclare Xavier Bertrand, Président du Conseil Régional Hauts de France :

«Les Britanniques ont dit non à Bruxelles, ils n'ont pas dit non à la région Hauts de France. Nous travaillons ensemble à une stratégie gagnant-gagnant pour booster nos échanges, le développement économique. Le tourisme. Aux investisseurs et aux chefs d'entreprises britanniques je dis : chez nous, vous êtes chez vous».

### AU PROGRAMME :

Cette campagne pluriennale post-Brexit souligne le souhait de la Région de continuer à travailler avec les anglais. Elle est destinée à présenter les Hauts de France comme le territoire le plus proche du Royaume Uni où implanter son activité pour accéder au marché européen

Au programme :

Un film «Hauts de France, Welcome Home, diffusé sur le

site internet et via les réseaux sociaux.

- Un site web : [www.welcomen.com](http://www.welcomen.com)

- Affichage dans le métro londonien

-Sets de table dans les restaurants de la City, membre financier londonien

- Bannières d'informations web sur les sites internet de médias britanniques ciblés.

### UN TERRITOIRE ATTRACTIF

Sont développés les nombreux atouts des «Hauts de France» pour l'implantation d'activités:

- Une situation géographique et des structures adaptées (autoroutes, gares, TGV, aéroports ports maritimes)

- Des solutions d'implantation avantageuses (pas de redevance pour les locaux d'activités)

- Des pôles de recherches et développement mis à disposition des entreprises

- Un bassin de 78 millions de consommateurs mis à

- Un accompagnement sur mesure, adapté à chaque projet (recherche de financements de site d'implantation, mobilisation des acteurs de l'emploi et de la formation)

- Un sens de la communauté et de l'accueil partagé par les habitants .

# Primaires de la droite

Le 20 et 27 novembre prochain se dérouleront les élections pour les primaires des républicains et du centre dans notre Région. Le parti se prépare alors à un scrutin dont les caractéristiques sont particulières cette fois-ci.

## L'ORGANISATION DE L'ELECTION

En effet, cette élection primaire va permettre de sélectionner un candidat de la droite ou du centre qui se présentera à l'élection présidentielle en mai prochain. Ce type d'élection devrait permettre de rassembler autour d'un même leader. Ce rassemblement est envisageable à partir du moment où chacun des candidats s'est engagé à supporter le vainqueur de ces deux tours de primaire.

## L'INEDIT DE CETTE ELECTION

Une nouveauté vient rendre cette élection encore plus inédite en ce qu'elle s'ouvre à tous. Nul besoin d'être adhérent aux partis pour venir voter pour cette élection même si d'autres conditions doivent être remplies. Le votant doit bien entendu être inscrit sur les listes électorales verser la somme de deux euros par scrutin

et s'engager sur l'honneur. Cet engagement doit être symboliser par la signature de cette phrase : «Je partage les valeurs républicaines de la droite et du centre»

## L'IMPLICATION DE LA THIÉRACHE

Bernadette Pardon, déléguée de la 3ème circonscription de l'Aisne pour le parti LR a organisé une conférence de presse à la mairie de Fontaine les Vervins afin de mettre en place cette élection «Il fallait trouver les salles et le matériel. Un appel à candidature a été lancé chez les militants mais c'était dur de trouver des volontaires pour deux dimanches de suite». Elle ne cache pas son soutien pressé en faveur de Nicolas Sarkozy.

## L'ACCES AU VOTE

Les bureaux de vote seront ouverts de 8 heures à 19 heures à Hirson, Vervins, Aubenton, La Capelle, Guise, Sains-Richaumont, Wassigny, Marle, Le Nouvion en Thiérache, Ribemont et Bohain en eVrmandois. Les électeurs devront se rendre dans leurs anciens chefs-lieux de canton. Pour plus d'information sur le bureau de vote concerné : [www.monbureau.primaire2016.org](http://www.monbureau.primaire2016.org)